

ÉDITO

Chères et chers membres du CRJ,

Ce numéro estival confirme, s'il en était besoin, que l'activité au sein du CRJ ne connaît pas de répit. Sept nouveaux contrats doctoraux, deux thèses CIFRE, trois nouvelles collègues qui rejoignent nos rangs, vingt-cinq stagiaires accueillis depuis janvier : la relève est là et elle est prometteuse.

Côté projets collectifs, le BACAGe impressionne : plus de 55 000 visites en 2025, une hausse de 202 % en un an qui est enviée des autres revues UGA. Mais le collectif c'est aussi l'obtention récente d'un CDP consacré à l'espace par Frédérique Cohet et des universitaires d'autres disciplines, la codirection par Nicolas Kada d'un groupe d'action au sein du Projet Eusalp et la publication d'un nouvel ouvrage en propriété intellectuelle réunissant les contributions de plusieurs de nos chercheurs.

Nos manifestations scientifiques ne sont pas en reste non plus, des métamorphoses du notariat à l'enseignement du droit à l'heure de l'IA, en passant par le marché locatif privé, la protection de l'administration, les juridictions constitutionnelles en Amérique latine et l'invention de la citoyenneté sous la Révolution

française. De quoi voyager sans quitter Saint-Martin-d'Hères.

Nous adressons toutes nos félicitations à Julie Hamonic et Jean-Benoît Moro, distingués pour leurs thèses, à Margaux Bassoli et Boris Gogoua qui viennent de soutenir la leur ainsi qu'à Cassandra Paulet et Vincent Schoepfer tous deux recrutés maîtres de conférences.

Une dernière chose, moins réjouissante celle-là : à partir de janvier 2027, l'UGA bascule vers SIFAC+, son nouveau logiciel financier. Une transition qui s'annonce longue — trois mois (minimum !), de janvier à fin mars, sans commandes ni paiements possibles. Autrement dit, une véritable suspension des délais budgétaires. Si vous avez des projets, colloques ou missions engageant financièrement le laboratoire sur cette période, mieux vaut agir le plus tôt possible (anticiper avant mi-novembre), ou reporter. N'hésitez pas à vous rapprocher de nous pour en discuter.

Nous souhaitons, à chacune et chacun d'entre vous, un très bel été ressourçant.

Ingrid et Romain

ACTUALITÉS DU CRJ

RENTREE DU CRJ

Elle aura lieu le 11 septembre, à l'IMAG. Au programme : présentation des candidats à la direction, table ronde sur la liberté académique et la neutralité de la recherche, présentation des nouveaux membres.

CONTRATS DOCTORAUX

- **Shnaïdine Nicolas** « Les sûretés pour autrui en droit international privé » (dir. Michel Farge / contrat ministériel) ;
- **Noé Véron** « Constitutionnaliser face aux autres. La rhétorique d'altérité dans les révisions constitutionnelles françaises relatives aux droits humains » (dir. Emilie Barbin / contrat ministériel) ;
- **Ghislain Job** « La transition écologique du football professionnel français : de la transfusion normative à la mutation systémique des pratiques » (dir. Fabien Girard / contrat Graduate School) ;
- **Lula Michallet** « Maintenir l'ordre par l'exclusion de

certain, vers une police administrative de la dangerosité individuelle » (dir. Serge Slama et Nicolas Klausser / contrat Graduate School) ;

- **Clara Tabuteau** « Droit des données personnelles et responsabilité civile extracontractuelle » (dir. Jean-Michel Bruguière / contrat IRGA) ;

- **Alisée Gorius** « L'adaptation du droit aux changements climatiques en montagne » (dir. Nicolas Kada / contrat ENS) ;

- **Wesley Cornillon** « Optimisation de la gouvernance des données pour une transition énergétique durable - Les données de l'énergie » (dir. Amélie Favreau et Emilie Terrier / contrat Labex EnergyAlps).

RECRUTEMENT MCF

Cassandra Paulet a été recrutée à l'Université de Nanterre et Vincent Schoepfer à l'Université Polytechnique des Hauts-de-France. Nous leur souhaitons une belle continuation professionnelle !

PUBLICATIONS

Loïc Allier

- « L'indemnisation de l'occupant du domaine public en cas de résiliation unilatérale de la convention : une (re) définition », note sous CE, 16 février 2026, SAS Médieval AFDP, req. n° 493569, *AJDA*, 2026, n° 23.
- « Un nouveau recul de l'autonomie procédurale des États membres en matière de récupération des aides d'État illégales », note sous CJUE, 21 mai 2026, aff. C-545/24, Utiledulci – Comércio Internacional e Serviços, Sociedade Unipessoal, Lda., *Recueil Dalloz actualité*.
- « Sur un Janus des libertés de circulation », note sous CJUE, 18 décembre 2025, Amazon EU Sàrl c. ministre de la Culture, ministre de l'Économie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique, aff. C-366/24, *Revue des affaires européennes*, 2025, n° 4.

Stéphanie Archat

- « Au-delà du plafond de verre. Des inégalités de genre dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche », coordination d'un numéro de revue avec Bataille Pierre, Bernard Sophie, Dain Antoine, Delpierre Alizée, Flores Espínola Artemisa, Guittet Emmanuelle, *Socio-logos*, 22, 2026. [En ligne](#).

Sébastien Bernard

- Chronique sur le secteur public national, *JCP Administrations et Collectivités Territoriales*, 2026, n° 219-20, 2159, p. 9 et suiv.

Frédérique Cohet

- « Affaire Apollonia et responsabilité des établissements financiers du fait de leurs mandataires », *AJDI, Actualité juridique Droit immobilier*, Éditions du Moniteur des travaux publics et du bâtiment, Dalloz, 2026, n° 02, p. 123.
- « Sanction en cas d'inscription d'hypothèque postérieurement au jugement d'ouverture », *AJDI, Actualité juridique Droit immobilier*, Éditions du Moniteur des travaux publics et du bâtiment, Dalloz, 2026, n° 02, p. 125.
- « Caméra et trouble manifestement illicite », *AJDI, Actualité juridique Droit immobilier*, Éditions du Moniteur des travaux publics et du bâtiment, Dalloz, 2026, n° 02, p. 143.

Anna Company

- « L'expression parodique ou critique en droit de la propriété intellectuelle au regard de la jurisprudence française et européenne », *Propriété industrielle*, n° 4, avril 2026, étude 8.

Stéphane Gerry-Vernières

- « Soft law, conformité, compliance », in *Initiation aux études juridiques*, sous la direction de X. Lagarde, J. Heinich et S. Porchy-Simon, IRJS éditions, 2026, p. 387.
- « Renouveau des sources et droit pénal, un impensé ? », in *La norme pénale infraréglementaire*, sous la direction de F. Habouzit, IRJS éditions, 2026, p. 21.
- « Devoir de vigilance : première condamnation à des dommages-intérêts », note sous TJ Paris, 34^e ch., 12 mars 2026, *Gaz. Pal.*, 19 mai 2026.

Nicolas Kada

- *Droit dans la pente - Montagne et collectivités territoriales*, direction de l'ouvrage, Mare & Martin, coll. Droit Public, juillet 2026.

Floriane Maisonnasse

- « Analyse quantitative et qualitative du contentieux de l'exercice exclusif de l'autorité parentale devant la cour d'appel de Grenoble (2023 2024) », avec Gaëlle Ruffieux, *BACAGe*, n° 6, 2026.
- « Actualités choisies - Travail, argent, économie », avec L. Camaji, L. Carayon et S. Hennette-Vauchez, *Intersections, genre et droit*, n° 5, 2026.
- « Identification des obligés alimentaires lors d'une demande d'aide sociale à l'hébergement », *Dr. fam.*, 2026, comm. 68.

Ingrid Maria

- « Nouvelle modification du Code de procédure pénale à venir ! », note sous Cons. const., 3 avril 2026, n° 2026-1191 QPC, *Dr. fam.*, 2026, comm. 81.
- « Des limites du droit pour prendre en compte la tri-parenté », note sous cour d'appel de Grenoble, ch. aff. fam., 30 sept. 2025, n°25/00081, *BACAGe*, n°6, 2026.
- « De l'obligation de sécurité mise à la charge de l'exploitant de domaines skiables », note sous cour d'appel de Grenoble, ch. civ. section B, 9 septembre 2025, n° 23/03457 et cour d'appel de Grenoble, ch. civ. section B, 9 septembre 2025, n° 23/03349, *BACAGe*, n° 6, 2026.

Claire-Anne Michel

- « Promesse de cession de droits sociaux et révocation *ad nutum* du dirigeant : entre rappel et précision », note sous Cass. com., 11 février 2026, n° 24-18.443, *Gaz. Pal.*, 5 mai 2026, p. 61.

- « Thème et variations autour de la responsabilité civile du cogérant pour fautes de gestion », note sous Cass. com., 5 novembre 2025, n° 24-18.359, *BJS*, janvier 2026, p. 20.

Nathalie Pierre

- « Clair-obscur sur la saisie immobilière d'un bien acquis par un époux commun en biens et un tiers », comm. sous Cass. 2^e civ., 11 décembre 2025, n° 22-21.730, *D.* 2026, p. 707.

- « Saisie immobilière de parcelles agricoles privatives et d'une quote-part indivise par un créancier personnel de l'indivisaire : conditions et étendue de la nullité », comm. sous CA Grenoble, 1^{re} ch., n° 24/04236, 8 juillet 2025, *BACAGE*, n° 6, 2026

Romain Rambaud

- « LFI à l'extrême gauche et UDR à l'extrême droite », *AJDA*, 2026, p. 1110.

- « Vitrophanie sur un local de campagne : ceci n'est pas une affiche », *AJDA*, 2026, p. 794.

- « Report des élections provinciales : last but not least ? », *AJDA*, 2026, p. 480.

Serge Slama

- « À la recherche du « plein droit » en droit des étrangers », *RDLF*, 2026, chron. n°12.

- « Cartographie artisanale de l'enseignement du droit des libertés fondamentales en 2023/2024 », *Revue d'histoire des facultés de droit*, n°43/ 2026, p.73-95.

- « Astrée, l'IA du ministère de l'intérieur pour les procédures d'immigration, n'est que la phase émergée d'un iceberg » (tribune), *Le Monde*, 31 mai 2026.

Romain Tinière

- « L'impossible réglementation des réseaux sociaux ? », in D. Tsala Effa (dir.), *Écrans contre écrans*, CNRS éditions, 2026, pp. 27-39.

- « From fundamental rights to values: the story of a return journey », *Gdanskie Studia Prawnicze*, 2026/71 (2), p. 94

Géraldine Vial

- « Expertise biologique : la résurrection des adminicules par la voie du motif légitime ? », *Lexbase, Revue Famille, Patrimoine, Personnes*, mai 2026.

INTERVENTIONS

Loïc Allier

- « La valorisation contractuelle des biens publics culturels immatériels », au colloque « Les biens publics culturels immatériels », dir. F. Tarlet, 29 mai 2026, Université de Montpellier.

Stéphanie Archat

- « La construction du harcèlement de rue comme problème public. Des premières mobilisations à la pénalisation », présentation de la thèse, séminaire général du CESDIP, Paris, 14 avril 2026.

François Barque

- « Les décisions structurelles des juridictions constitutionnelles latino-américaines », lors du colloque « Les juridictions constitutionnelles en Amérique latine », 22 mai 2026.

- « La spécificité des lois de finances étatiques en Espagne. Réflexions sur la prédominance du gouvernement en matière budgétaire », lors du colloque « La spécificité des lois de finances au prisme du droit comparé », juin 2026, Metz.

Sébastien Bernard

- « Avant et après l'arrêt OABP : heurs et malheurs de la libre concurrence entre opérateurs publics et privés », intervention au colloque « Ordre des avocats au barreau de Paris : 20 ans après », Université Lyon 3, 22 mai 2026.

- « Le contentieux des établissements d'enseignement supérieur », intervention lors de la journée d'études sur « L'enseignement supérieur au prisme des contentieux », Sciences Po Paris, 22 juin 2026.

Anne-Sophie Brun-Wauthier

- « À qui appartient le corps des femmes ? », 9^e journées IVG Contraception du réseau PLEIRAA, Saint-Martin-d'Hères, 6 mars 2026.

- « Le consensus parental. Nouveau processus judiciaire en matière de conflit parental », formation ENM, pratique des fonctions JAF, 12 mars 2026.

- « La procréation post mortem », webinaire États généraux de la bioéthique, EREGÉ Espace de réflexion éthique Grand Est, 16 mars 2026.

Frédérique Cohet

- Communication sur les meublés touristiques lors des « Assises de la copropriété », 31 mars 2026, Grenoble.

- Organisation et communication introduction de la journée d'étude « L'attrition du marché locatif privé à la lumière de droit des baux immobiliers », 28 avril 2026, Grenoble.

- Communication « Droit des affaires » lors de la journée d'étude « Les métamorphoses du notariat. Journée d'étude à l'occasion des 30 ans du Master de droit notarial », 12 juin 2026, Grenoble.

Arnaud De Vellis

- «Emerging myth of the quantum computer in films», Conference presentation. Responsible Quantum Technologies (ResQT 2026), Karlsruhe Institute of Technology (KIT), Karlsruhe, Germany, 2026, April 22-24.

Stéphane Gerry-Vernières

- « Propos conclusifs », journée d'étude « L'attrition du marché locatif privé à la lumière du droit des baux immobiliers », organisée par F. Cohet, UGA, 28 avril 2026.

Nicolas Kada

- Rapport de synthèse du colloque « L'action internationale des outre-mer » organisé par le GRALE et l'Université de Toulon, Paris, 3 juillet 2026.

Renedi Kengamu

- «Building resilience or reinforcing vulnerability? The enduring allure of hard infrastructure as adaptation», présentation d'article lors du séminaire sur les « Futurités scalaires » organisé par le laboratoire PACTE, 26 mai 2026.

Floriane Maisonnasse

- « Le paradoxe du proche aidant : acteur de protection et personne à protéger », lors du colloque de France Alzheimer Actualités scientifiques et thérapeutiques (FAAST), sciences humaines et sociales, 11 juin 2026.

Alexandre Margirier

- Communication portant sur « Les juridictions constitutionnelles et l'Organisation des États américains », colloque international « Les juridictions constitutionnelles en Amérique latine », 22 mai 2026, Grenoble.

Ingrid Maria

- « La prise en compte de la vulnérabilité », journée d'étude « Les métamorphoses du notariat. Journée d'étude à l'occasion des 30 ans du Master de droit notarial », 12 juin 2026, Grenoble.

- « Présentation du décret n° 2024-659, 2 juillet 2024 relatif au contrôle des comptes de gestion pris en application de l'article 512 du Code civil et modifiant le décret n°2021-1625 du 10 décembre 2021 relatif aux compétences des commissaires de justice », colloque « Mandataire judiciaire à la protection des majeurs : quel(s) sens donner à cette profession ? », 31 mars 2026, Caen.

Claire-Anne Michel

- « Une évolution du modèle de gouvernance prenant en compte les enjeux environnementaux : le choix du statut de société à mission » lors du colloque « Les entreprises du secteur bancaire confrontées aux enjeux environnementaux », 10 avril 2026, Aix-Marseille Université.

- « L'opposabilité aux tiers des droits réels immobiliers : unité ou diversité ? » lors du séminaire « Comparaison du droit français et du droit roumain du droit des biens », séminaire Paris 1-IRJS / Université de Bucarest, 19 et 20 mars 2026, Université de Bucarest.

Nathalie Pierre

- « Les locations précaires et dérogatoires : une liberté résiduelle », journée d'étude « L'attrition du marché locatif privé à la lumière du droit des baux immobiliers », 28 avril 2026, Grenoble.

Iony Randrianirina

- « Les responsabilités des dirigeants dans la gouvernance algorithmique des entreprises », conférence sur l'invitation de l'IRJI (Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire François-Rabelais), 30 mars 2026, Université de Tours.

- Participation à une table ronde sur « La souveraineté numérique », organisée par KAPT, 16 avril 2026, Valence.

- « Devoir moral et obligation juridique en droit international : l'impasse normative de la protection du patrimoine culturel immatériel », intervention lors du IV^e colloque de l'UDESCA sur le thème « Devoir moral et obligation juridique », 4 et 5 juin 2026, Institut catholique de Paris.

Romain Rambaud

- « Le dépassement de l'humain en droit administratif ? Intelligence artificielle et droit administratif », colloque annuel AFDA, 5 juin 2026, Nancy.

- « Intelligence artificielle et jurisprudence constitutionnelle : le traitement automatique des langues au service de la compréhension et de la prévision du contentieux électoral devant le Conseil constitutionnel », congrès AFDC, 12 juin 2026, Poitiers.

- « Intelligence artificielle et élections », colloque « IA et démocratie », Lyon 2 / Lyon 3, 15 juin 2026, Lyon.

Michaël Sanchez

- « La mise en œuvre du droit pénal de l'ennemi dans le système carcéral », colloque « L'ennemisation du droit, l'ennemisation par le droit », colloque sous la direction de Alexandre Rios, 29 mai 2026, Université Paris Cité.
- « La prise en charge de la radicalisation dans les établissements pénitentiaires », intervention pour l'Institut d'études de géopolitique appliquée (IGEA).

Sarah Schmalian

- « Le référé-liberté et la protection des droits fondamentaux », lors du colloque « 25 ans de référés administratifs » organisé par le Syndicat des avocats de France, 12 juin 2026.

Serge Slama

- Table d'ouverture sur le thème « L'État de droit : mode d'emploi d'un idéal menacé » du colloque « L'État de droit au XXI^e siècle : le définir, le protéger, le faire vivre », Ordre des avocats du barreau de Paris, Maison du barreau, 9 avril 2026, Paris.
- « Mise en œuvre en droit français : applicabilité directe, marges de manœuvre nationales et textes d'application », journée de formation Droit des étrangers sur le Pacte européen sur l'asile et la migration, Printemps du SAF, 22 mai 2026.
- « Mise en œuvre du Pacte migration-asile en France », conférence annuelle European Immigration Lawyers Network - EILN 2026, Maison du Barreau, 29 mai 2026, Paris.

Géraldine Vial

- « Intégrer l'IA dans la pratique juridictionnelle », formation continue des magistrats, 9 juin 2026, cour d'appel de Grenoble.
- « Transformations des études de droit et des compétences des juristes à l'ère des IA génératives », intervention dans le cadre d'un cycle de conférences-débats sur le « Numérique et les enjeux socio-environnementaux », Faculté de droit, Université Paris Cité, 3 mars 2026, Paris.

AUTRES PARTICIPATIONS

Anne-Sophie Brun-Wauthier

- Nomination comme membre externe du conseil du comité d'éthique, de déontologie et d'intégrité scientifique et académique CEDIS de l'Université Lyon 1, Claude Bernard.

Frédérique Cohet

- Jury de spécialité droit immobilier pour le CNB, 26 mars 2026.
- Jury de soutenance rapports de stage diplôme notaire, 23 et 26 juin 2026.
- Séminaire droit des baux civils Paris I, 19 et 20 juin 2026.

Stéphane Gerry-Vernières

- « Pourquoi le Code noir n'avait-il jamais été officiellement abrogé ? », Le club des juristes, 5 juin 2026.

Romain Rambaud

- « L'IA au service du droit électoral ? », invitation par la CNCCFP, 7 mai 2026.
- « La thèse de doctorat en droit constitutionnel et les choix méthodologiques : quel apport scientifique à l'ère des bases de données et de l'intelligence artificielle ? », table ronde de la jeune recherche constitutionnelle, 12 juin 2026.
- Présentation du projet TEDIA, Consortium Couperin (négociateurs documentalistes juridiques), 4 mai 2026, Paris.

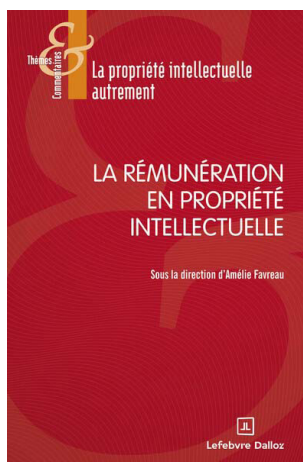
Serge Slama

- « Table ronde n°1 : le droit des étrangers comme miroir des atteintes à l'Etat de droit », 83^e Congrès de la FNUJA, mairie de Grenoble, 14 mai 2026.
- Rapporteur de la thèse de Daphné Velay, « Géographies juridiques du policing de la frontière franco-italienne dans les Hautes-Alpes, un dispositif sous tensions », URMIS, Université de Poitiers, sous dir. Philippe Lagrange et Olivier Clochard, 29 juin 2026.

Géraldine Vial

- Nomination en tant que Deputy editor de l'*International Journal of Evidence and Proof* (Sage publishing), avril 2026.
- « L'IA peut-elle nous servir d'avocat ? », interview par H. Frouard, revue *Sciences humaines*, avril 2026, n°387, p.52.
- « Donner des règles et responsabiliser les étudiants : les professeurs de droit face à la révolution de l'IA générative », interview par G. Thierry, *Dalloz Actualités*, 5 juin 2026.

La rémunération en propriété intellectuelle
Sous la direction d'Amélie Favreau



Actes du colloque de la propriété intellectuelle du 29 novembre 2024.

La rémunération est considérée comme « la » contrepartie de l'octroi d'un droit de propriété intellectuelle et la juste compensation de l'effort créatif. Pour autant, la notion de rémunération ne fait pas l'objet d'une définition légale, ni même d'une acception unitaire en propriété intellectuelle.

Existe-t-il un dénominateur commun aux droits de propriété intellectuelle pour apprécier l'équilibre de la rémunération ? La confusion des termes ne facilite pas la recherche du juste équilibre entre les créateurs et les exploitants privés.

Cette question est essentielle à l'heure où la création se tarit, où le partage du risque de la création se déséquilibre. Le droit de la propriété intellectuelle est-il encore protecteur des créateurs ? La contrepartie financière de l'exploitation des droits de propriété intellectuelle résulte donc, le plus souvent, d'un processus âprement négocié, que ce soit en propriété littéraire et artistique ou en propriété industrielle.

À ces enjeux économiques s'ajoutent les enjeux technologiques. L'intelligence artificielle, la blockchain, les plateformes, les podcasts questionnent les modalités présentes et à venir de la rémunération.

L'objectif de cet ouvrage est de penser l'équilibre de la rémunération sur les enjeux d'aujourd'hui et de demain et d'améliorer le partage dans la chaîne de valeur pour continuer à stimuler l'activité créatrice.

Contributeurs : Yaniv Benhamou, Sergio Branco, Jean-Michel Bruguière, Sylvain Chatry, Alexandre Delmotte, Amélie Favreau, Anne Emmanuelle Kahn, Stéphanie Le Cam, Agnès Maffre Baugé, Florian Martin-Bariteau, Julien Penin, Fabrice Siirainen, Julia Veloso, Gilles Vercken, Frédéric Young.

Éditions Dalloz, collection *Thèmes et commentaires*, 7 mai 2026.

REVUE BACAGE

Le BACAGE fait salle comble !

Lors de la dernière réunion des directeurs de revues d'UGA Éditions, nous avons eu l'agréable surprise de découvrir les chiffres relatifs à la consultation des revues en ligne.

Le succès du BACAGE est indéniable et a, par ailleurs, été plusieurs fois souligné par la direction d'UGA Éditions (il s'agit de la plus grosse ascension de toutes les revues UGA). Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2025, le BACAGE c'est 55 062 visites (+ 202 % par rapport à 2024), 64 097 pages consultées (+ 161 %) et 822 téléchargements (+ 32 %).

La revue juridique mise en place en 2023 a donc connu un essor remarquable et correspond à un réel besoin. Elle intéresse nos lecteurs, au demeurant, dans tous les champs du droit privé comme l'illustrent les quatre contributions les plus consultées qui se hissent dans le top 13 des articles les plus consultés des 15 revues éditées par l'UGA. Ainsi l'article de Marielle Picq intitulé « L'obligation patronale de loyauté devant la chambre sociale de la cour d'appel de Grenoble. Libre panorama » a été consulté 2 980 fois sur l'année 2025 ; la contribution de Sébastien Milleville intitulée « La détermination du point de départ du délai quinquennal de prescription de l'article 2224 du Code civil », 2 990 fois ; celle de Blandine Crétallaz relative à la séparation de la fratrie suite à un changement volontaire de résidence d'un adolescent 2 288 fois et celle de Yannick Ratineau sur les effets d'une dénonciation anonyme sur l'ouverture et le déroulement d'une enquête préliminaire, 2 132 fois.

Nous ne pouvons que nous réjouir de ce succès et remercier nos auteurs car nous mesurons combien l'engagement dans le BACAGE peut apparaître parfois comme une contrainte. Notre revue a encore de beaux jours devant elle à n'en point douter.

Ingrid et Yannick

Retrouvez la revue [en ligne](#)



Nouvelles arrivantes au CRJ

Le CRJ se réjouit d'accueillir trois nouvelles arrivantes : Emilie Barbin, professeure de droit public, auparavant au CESICE, Rebecca Armand-Toureu, maîtresse de conférences en droit privé, et Jennifer Bardy, professeure en droit privé.

Julie Courtois réintègrera le laboratoire à la rentrée, de retour à Grenoble après une disponibilité.

Emilie Barbin, professeure de droit public

Après avoir fait soutenir une thèse relative à « La régularisation des actes administratifs. Étude de droit comparé franco-brésilien » au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de l'Université de São Paulo, Emilie Barbin a été recrutée comme maîtresse de conférences au sein de l'Université Grenoble Alpes en septembre 2020, puis comme professeure à partir de janvier 2023. Dans ses travaux actuels, elle continue d'analyser les mutations contemporaines de l'action administrative et de développer une perspective de droit comparé.

Jennifer Bardy, professeure de droit privé

Jennifer Bardy a été ATER et enseignante contractuelle à l'Université Pierre Mendès France, puis à l'Université Grenoble Alpes, avant d'être qualifiée aux fonctions de maître de conférences puis recrutée à la Faculté de droit de Nice (Université Côte d'Azur), qu'elle a rejoint dès septembre 2019.

À partir d'une thèse de doctorat consacrée au passif environnemental de l'entreprise, ses travaux entendent démontrer la nécessité de faire évoluer le droit comptable en le rendant apte à appréhender la dette écologique de l'entreprise. Ces dernières années, ses recherches se sont élargies aux interactions entre la comptabilité socio-environnementale et le système juridique pris dans sa globalité, ce dont elle rend compte dans le cadre d'un mémoire d'habilitation à diriger des recherches, soutenu en juin 2025 et intitulé « Droit et comptabilité - Plaidoyer pour le droit comptable à travers l'enjeu de la transition écologique » (à paraître aux PUAM).

Jennifer a consacré son année universitaire 2025/26 à ses recherches dans le cadre d'une délégation conduite au sein du Département Eco-Socio de l'INRAE.

Elle est heureuse de retrouver la Faculté de droit de Grenoble à compter de la rentrée 2026 !

Rebecca Armand-Toureu, maîtresse de conférences en droit privé

Après avoir effectué l'ensemble de son cursus universitaire dans le sud de la France, elle a entrepris la rédaction d'une thèse intitulée « La transversalité en droit de la propriété intellectuelle », sous la direction de la professeure Valérie-Laure Benabou.

À l'issue de sa soutenance, fin 2024, à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, elle a été qualifiée aux fonctions de maître de conférences par le Conseil national des universités, avant de rejoindre la faculté de droit de l'Université Grenoble Alpes en qualité d'enseignante-chercheuse contractuelle. À compter de la prochaine rentrée universitaire, elle y exercera les fonctions de maîtresse de conférences en droit privé et sciences criminelles.

Outre des enseignements en propriété intellectuelle, elle assurera également des cours en droit du numérique, en droit de la concurrence ainsi qu'en culture juridique. Rattachée au CRJ, elle entend poursuivre ses recherches en propriété intellectuelle sans perdre de vue l'approche transversale qui caractérise ses travaux.

Accueil de stagiaires

Le CRJ a accueilli 25 stagiaires depuis le début de l'année 2026. Des stages d'une durée variant entre une semaine et six mois et avec des étudiants de la L2 au M2.

Parmi ces stages, trois ont été financés par la Graduate School STEEN, un par la Chaire MIAI, un par le projet PEPR Divedit et cinq par le dispositif des stages d'excellence. Les autres stages financés l'ont été par le CRJ, avec des gratifications qui s'élèvent à un montant total d'environ 8 000 euros.

Maëlle Salagnon Stage d'excellence en L2

Étudiante en deuxième année de licence de droit, j'ai eu la chance de réaliser un stage d'excellence au sein du CRJ dans le domaine de la recherche en droit administratif, auprès de M. Vanier. Lors de ce stage de quatre semaines, j'ai produit un tableau représentatif de l'état de la jurisprudence administrative sur les mesures d'ordre intérieur, avant de rédiger une note de recherche sur cette notion.

En parallèle de cette mission principale, j'ai réalisé une bibliographie sur le thème de l'externalisation dans la sphère publique et j'ai également pu participer à des activités un peu plus éloignées de mon sujet de stage grâce à la grande liberté que m'a accordée M. Vanier. Je me suis alors rendue au tribunal administratif pour assister à une audience, j'ai visité le magasin de la Bibliothèque universitaire Droit et Lettres en compagnie de Mme Pairis dans le cadre d'une formation à la recherche documentaire et j'ai secondé Mme Grosjean dans la logistique des journées d'études « L'enseignement du droit à l'heure de l'IA » avec deux autres stagiaires.

Grâce à l'ensemble des missions et des activités que j'ai réalisées, j'ai pu améliorer ma maîtrise des différentes bases de données juridiques ainsi que ma capacité à lire et comprendre rapidement des décisions, ce qui me sera fortement utile pour la suite de ma formation. J'ai notamment apprécié l'aspect pratique du stage, qui s'éloigne du cadre théorique de la licence et qui m'a permis de confirmer mon envie de poursuivre mes études en vue de faire de la recherche en droit public.

Je ne peux qu'encourager les étudiants à réaliser un stage d'excellence au sein du CRJ, que je remercie vivement pour l'accueil.

Je tiens également à remercier M. Vanier pour cette enrichissante opportunité ainsi que l'ensemble des autres stagiaires, qui ont contribué à rendre ce stage d'autant plus plaisant.

Lula Michallet Stage Master 2



Le projet de thèse que j'ai soumis en cette fin de mois de juin 2026 est le fruit d'une maturation de deux années au sein du master Droit et histoire des droits de l'homme. En plus des ouvertures à la recherche offertes par certains enseignements au sein de cette filière, j'ai participé au cursus STEEN de la Graduate School (un parcours d'initiation à la recherche pluridisciplinaire), et j'ai réalisé un premier stage au CRJ en juin 2025. Cette année, à l'issue des partiels qui ont clôturé le quatrième semestre du master, j'ai eu l'opportunité d'effectuer un second stage de recherche de trois mois au CRJ, entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2026.

Ce stage m'a permis de bénéficier d'un cadre privilégié pour rédiger mon mémoire de recherche, mais aussi pour mener des observations lors d'un procès à la cour d'appel de Paris, et d'élaborer un projet de thèse rigoureux.

Le cadre de travail a été particulièrement propice à la réalisation de ces projets. D'une part, d'un point de vue pratique (le confort des locaux, l'accès à la reproduction et au Centre de documentation Léon Michoud), et d'autre part du fait de la proximité avec les autres stagiaires, les doctorants et les enseignants.

Les échanges quotidiens avec d'autres stagiaires ont été bénéfiques pour se soutenir dans un rythme de travail parfois éprouvant, mais également pour partager et confronter des idées sur nos travaux respectifs. En plus de l'ouverture à des problématiques juridiques inconnues, cet exercice m'a permis de « tester » des pistes de recherche et de parfois me sortir d'impasses.

Le contact avec les doctorants a été primordial pour la préparation du projet de thèse et de l'audition de l'école doctorale.

En somme, ces expériences de recherche m'ont permis d'appréhender très concrètement la réalité du quotidien au sein d'un laboratoire de recherche juridique, et de confirmer mon projet professionnel. À l'inverse, j'ai côtoyé des stagiaires qui ont modifié leur projet en conséquence d'une expérience mitigée. La recherche scientifique étant souvent solitaire, il apparaît essentiel de s'inscrire dans un cadre de travail nourri d'interactions fructueuses, et c'est ce que j'ai trouvé au CRJ. Merci !

Projet 4Support Eusalp Stratégie de l'UE pour la région alpine Nicolas Kada



La stratégie de l'Union européenne pour la région alpine (EUSALP) est un cadre macrorégional visant à renforcer la coopération entre sept pays : cinq États membres de l'UE (Autriche, France, Allemagne, Italie et Slovaquie) et deux États non membres de l'UE (Suisse et Liechtenstein). Couvrant 48 régions, l'EUSALP est la quatrième stratégie macrorégionale de l'UE. Elle vise à renforcer la cohésion dans des domaines spécifiques de la région alpine unis par des défis communs : la croissance économique et l'innovation, la mobilité et la connectivité, l'environnement et l'énergie.

Nicolas Kada est codirecteur du groupe d'action « Recherche et innovation » de ce projet. Ce groupe vise à rassembler les potentiels existants de la région alpine afin de mieux exploiter les synergies dans les secteurs stratégiques et de surmonter les défis en matière d'innovation. Le groupe coordonne à l'échelle alpine des politiques de recherche et/ou d'innovation, il encourage les échanges entre les institutions de recherche, les entreprises et les autorités publiques et il soutient un développement de l'innovation et de la recherche plus équilibré géographiquement.

[Informations sur le projet.](#)

Chaire IUF « Agrobiodiversité et droits des agriculteurs » Fabien Girard

Lancée en 2022, la chaire IUF « Agrobiodiversité et droits des agriculteurs » s'est déployée selon trois axes.

Le premier, consacré aux droits des paysans (UNDROP, 2018), a donné lieu à plusieurs publications – dont un long article sur la « souveraineté semencière » ([International Journal on Minority and Group Rights](#), 2024) – puis à un cycle sur les territorialités paysannes en contexte latino-américain, clos par une étude corédigée avec Patricia Guzmán Aguilera ([Nuevo Mundo Mundos Nuevos](#)) et le [colloque](#) Bioculturalism / Bioculturalité / Bioculturalidad (CRJ, novembre 2024).

Le deuxième a porté sur la contribution du droit à la formation – et à la transformation – des systèmes agroalimentaires, au prisme de la santé, de la nutrition et de la durabilité. Il a trouvé son point culminant dans un [colloque](#) au Palais Bourbon autour des enjeux de l'adoption d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation en France (février 2025) et dans l'ouvrage collectif [Droit et systèmes alimentaires sains et durables](#), codirigé avec Elisabeth Lambert (accès ouvert, 2025).

En reconnaissance de ces travaux, la direction du volume « Food » de l'[Encyclopedia of the Anthropocene](#) (Springer) nous a été confiée, en collaboration avec Melis Aras, par Nathanaël Wallenhorst et Christoph Wulf ; une quarantaine d'entrées y sont en préparation.

CDP «Space: A strategic lever for risk assessment and the governance of global issues» Frédérique Cohet

Dans le cadre de l'appel à projets Cross Disciplinary Programs (CDP) 2026, le projet soutenu par le Groupe de travail dirigé par J. Chanussot (INRIA), F. Cohet (CRJ), E. Moraux (CSIG), et T. Pellarin (IGE), intitulé : «Space: A strategic lever for risk assessment and the governance of global issues» (l'espace : un levier stratégique pour l'évaluation des risques et la gouvernance des enjeux globaux) vient d'être labellisé par le directoire élargi de l'UGA du 3 juillet 2026 avec un budget de 1 029 000 €, pour les 42 mois à venir à compter du 7 septembre 2026.

Ce projet ambitieux et original mobilise les technologies et les sciences humaines et sociales pour faire des données spatiales un levier de gouvernance environnementale, de résilience territoriale et d'aide à la décision face aux grands défis climatiques et sociétaux. Animé par un consortium interdisciplinaire, en capacité d'articuler innovation technologique, droit et communication autour d'enjeux à fort impact, il a été pressenti comme étant de nature à consolider le positionnement de Grenoble comme pôle de référence international sur les usages sociétaux et environnementaux des données spatiales.

La mise en œuvre du projet vise, notamment, à expliciter davantage la chaîne de valeur reliant la production des données spatiales à leur utilisation dans les politiques publiques, notamment à travers quelques cas d'usage fédérateurs. Une attention particulière a été portée à la structuration du volet juridique qui, s'appuyant sur diverses expertises en local, au plan national, européen. Elle donnera également lieu au développement de collaborations internationales ciblées, notamment en Europe, afin d'accroître la visibilité et l'impact du projet.

Celui-ci est structuré en deux axes de travail complémentaires (WP). Le WP1 se concentre sur l'utilisation intégrée des infrastructures spatiales, du sol aux orbites, et explore les nouvelles possibilités offertes par les plateformes de haute altitude (HAPS). Le WP2 propose des méthodologies pour analyser les données spatiales (y compris celles qui seront produites dans le WP1) les transformer en outils d'aide à la décision et les communiquer aux décideurs et au grand public.

Avis est donc lancé afin que tous ceux qui ont les pieds sur terre et la tête dans les étoiles puissent manifester leur intérêt en vue de participer à cette belle aventure.

Plus d'informations sur le projet sur le [site du CRJ](#).

Projet GATES UGA/Maison française d'Oxford Alexandre Margirier lauréat

Ce dispositif favorise et soutient la mobilité sortante des doctorantes et doctorants pour des séjours de deux semaines à deux mois dans le cadre de recherches doctorales en sciences humaines et sociales. Il est également ouvert aux chercheurs et chercheuses de l'UGA souhaitant développer un projet de recherche interdisciplinaire par un binôme associant sciences et technologies ou disciplines de santé et humanités et sciences sociales.

Huit lauréats ont été sélectionnés sur le dernier appel à candidatures, parmi lesquels Alexandre Margirier. Il vient de terminer un séjour de deux mois à Oxford pour sa thèse dont le sujet est « La liberté de manifestation en droit international des droits de l'Homme » réalisée sous la direction d'Anca Ailincăi.

Il nous en dira davantage dans la prochaine lettre !



Que deviennent-ils ? Romain Gosse, du post-doc au CRJ au CNRS

Après une thèse en droit de l'environnement soutenue à l'Université de Lille en 2021, et un premier post-doctorat à l'Université Polytechnique Hauts-de-France à Valenciennes sur les mobilités durables (2021-2022), j'ai intégré le CRJ entre 2022 et 2024, d'abord en tant qu'enseignant-chercheur contractuel à l'Université Grenoble Alpes, puis en tant que chercheur post-doctoral pour le projet « Décarb'AuRA. Décarboner par la protection juridique des puits de carbone naturels » piloté par Sabine Lavorel.

En 2025, j'ai (enfin!) obtenu une double qualification aux fonctions de maître de conférences en section 02 (Droit public) et en section 24 (Urbanisme et aménagement de l'espace). Dans la foulée, j'ai réussi le concours CNRS en section 39 (Sociologie et sciences du droit) et je suis donc désormais chargé de recherche au laboratoire Pacte (UMR 5194) à Grenoble, depuis octobre 2025.

Je travaille sur la territorialisation du droit et des politiques liées à la neutralité carbone, sur les contestations et les contradictions qu'elles génèrent, à travers plusieurs objets issus de mes précédents projets (énergies

renouvelables, puits de carbone, renouveau minier). Je m'attache à développer une approche à l'interface du droit et de la géographie, au sein de l'équipe Environnements, située à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine (IUGA). L'ouverture disciplinaire du laboratoire (géographie, sociologie, science politique, etc.) est ainsi une vraie bouffée d'air frais pour le juriste, et permet de croiser les approches, les concepts et les méthodes.

[Page institutionnelle sur le site de Pacte](#)

Thèses CIFRE

Deux nouvelles thèses CIFRE ont commencé au CRJ.

Evan Fiorcapucci

Doctorant sous la direction de Jean-Michel Bruguière, Evan Fiorcapucci a obtenu une convention CIFRE avec la Spedidam (organisme de gestion collective des artistes interprètes musiciens) à Paris. Son sujet de thèse porte sur « IA et droit d'auteur ».

Alexis Calmels

Doctorant sous la direction de Léo Vanier et de Marie-Julie Bernard (CERDAP²), Alexis Calmels effectue une thèse CIFRE au sein de la collectivité territoriale de Caluire-et-Cuire. Son sujet de thèse est « L'administration (communale) dans son droit : recherches sur la fonction juridique dans les collectivités territoriales de taille moyenne ».

RETOUR SUR LES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Journée d'étude « L'attrition du marché locatif privé à la lumière du droit des baux immobiliers » 28 avril 2026 UGA

Cette journée d'étude était organisée sous la direction de Frédérique Cohet et la présidence de Christelle Coutant-Lapalus de l'Université de Bourgogne. Elle a été l'occasion d'échanges nourris qui ont permis d'évoquer la pertinence de la réglementation juridique en regard de la question de l'attrition du marché locatif largement constatée et d'introduire des propositions d'évolution du droit positif existant.

Les vidéos des différentes interventions sont disponibles sur la chaîne [Youtube du CRJ](#).



Chez Michoud « Protéger l'administration (sécurité partout, police nulle part ?) » 5 mai 2026 Centre de documentation Léon Michoud

Cette sixième rencontre de Chez Michoud, proposée par Emilie Barbin et Léo Vanier, a accueilli Fabien Jobard, directeur de recherche au CNRS et membre du Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), et Olivier Renaudie, professeur en droit public, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.



Colloque international « Les juridictions constitutionnelles en Amérique latine » 22 mai 2026 MACI - UGA

Organisé par François Barque, Hubert Alcaraz, Université de Pau, et Roberto Viciano Pastor, Université de Valence, le colloque a réuni des universitaires d'Amérique latine, d'Espagne, d'Italie et de France, spécialistes des juridictions constitutionnelles d'Amérique latine. Marquées par une grande hétérogénéité institutionnelle et fonctionnelle, elles partagent néanmoins une exposition récurrente aux critiques : politisation, fragilité de l'indépendance ou déficit de légitimité. Première recherche internationale consacrée en France à cette question, ce colloque a analysé les spécificités de chacune.



Des auteurs, un café 26 mai 2026 Centre de documentation Léon Michoud

Le rendez-vous du Centre de documentation consacré à un échange avec des membres du CRJ autour de la parution d'un ouvrage, a accueilli trois doctorants, Alya Hafsaoui, Alexandre Margirier et Pierre Basseres. Ils sont venus présenter l'ouvrage collectif qu'ils ont dirigé *Le renouveau de la personne morale*.



Colloque « L'invention de la citoyenneté sous la Révolution : entre inclusion et exclusion » 4-5 juin 2026 UGA

Ce colloque était coorganisé par Serge Slama et la Commission internationale d'histoire de la Révolution française (CIHRF). Juristes et historiens ont confronté leurs points de vue sur l'émergence de la citoyenneté sous la Révolution française, mais aussi sur les traces laissées par cette conception révolutionnaire de la citoyenneté sur le droit actuel.

Une cérémonie devant la plaque dédiée aux gantières et herbières de la journée des Tuiles a clôturé la première journée, en présence de la Maire de Grenoble.



**Journée d'étude
« Les métamorphoses du notariat.
Réflexions à l'occasion du 30^e anniversaire
du Master notarial de Grenoble »
12 juin 2026
UGA**

Gaëlle Ruffieux et Michel Farge ont organisé cette journée en partenariat avec la Chambre interdépartementale des notaires du Dauphiné et la Faculté de droit.

Elle a rassemblé grand nombre d'universitaires et de notaires pour parler des évolutions du droit notarial, dans l'immobilier, le droit des affaires, les régimes matrimoniaux, les successions, etc. Ses perspectives ont aussi été à l'ordre du jour, avec les avancées technologiques et les responsabilités nouvelles des notaires.

Cled'12, illustrateur de l'affiche, était présent pour illustrer à sa façon cette journée d'étude.



**Journées d'étude
« Enseignement du droit
et intelligence artificielle »
25-26 juin 2026
UGA**

Si le domaine juridique n'échappe pas à la poussée de l'IA, c'est à la question de l'enseignement et de l'apprentissage du droit lui-même que ces journées ont été consacrées.

Organisées par Géraldine Vial et Romain Rambaud et suivies par de nombreux enseignants-chercheurs et doctorants, elles ont présenté des pratiques, expériences de terrain et innovations pédagogiques dans l'enseignement du droit avec l'IA, mais aussi dans l'utilisation de l'IA par les étudiants, tout en portant un regard critique. La deuxième journée a été consacrée aux réponses apportées à l'usage de l'IA par l'État, le corps enseignant et l'Université. Ces deux journées ont laissé aussi la part belle aux échanges avec les participants.



Journées du PEPR DIVEDIT 24-25 septembre 2026 UGA

Les journées annuelles du PEPR DIVEDIT auront lieu à Grenoble. Le projet DIVEDIT, coordonné par l'Institut de recherche pour le développement, et dont l'UGA est partenaire à travers le CRJ avec Fabien Girard, aux côtés du CIRAD, de l'INRAE et de l'entreprise Limagrain, travaille sur l'augmentation de la diversité génétique dans les programmes de sélection par l'utilisation de l'édition du génome.

Ces journées réuniront en séminaire les quelque 40 personnes engagées dans le projet.

[Informations sur le projet.](#)

Colloque « La souveraineté technologique et numérique » 2 octobre 2026 UGA

Ce colloque, organisé par Iony Randrianirina, s'intéressera à ce sujet d'actualité particulièrement complexe. Le colloque s'ouvrira sur un point de vue historique et proposera ensuite des débats sous la forme de tables rondes spécialisées (scientifique, socio-économique, écologique, géopolitique), puis des interventions juridiques. Il abordera aussi les perspectives à envisager.

Colloque « En finir avec l'externalisation du service public ? » 7-8-9 octobre 2026 UGA

C'est dans le cadre de son projet ANR SURPEX que Léo Vanier organise ce colloque de trois jours à l'occasion duquel trente conférenciers, spécialistes issus d'une dizaine de disciplines académiques différentes, aborderont les agendas, les enjeux, les déterminants, les conséquences, les contraintes et les alternatives à l'externalisation du service public



Soutenances de thèse

- **Margaux Bassoli** a soutenu sa thèse « L'original numérique généré par la blockchain. Contribution à l'identification d'un nouveau bien au sein de la propriété littéraire et artistique », réalisée sous la direction de Jean-Michel Bruguère, le 10 juillet.



- **Boris Gogoua** a soutenu sa thèse « Le concept juridique de sécurité nationale dans le cadre institutionnel ivoirien », réalisée sous la direction de Jean-Christophe Videlin, le 16 juillet.

Félicitations aux deux nouveaux docteurs !

Prix de thèse

Jean-Benoît Moro a reçu le 1^{er} prix Georges Dupuis du prix de thèse du GIS-GRALE. Il lui a été décerné à l'unanimité pour sa thèse « L'action climatique des collectivités territoriales », réalisée sous la direction de Nicolas Kada. Le prix de thèse du GRALE a été créé en 1980 afin de récompenser les travaux universitaires de qualité et de susciter l'intérêt des chercheurs pour le domaine des collectivités locales.

Julie Hamonic a été distinguée par l'UGA par le prix de thèse académique 2026 pour sa thèse « Les raisonnements probatoires du juge judiciaire », réalisée sous la direction d'Etienne Vergès. L'UGA a récompensé 13 docteurs et docteurs diplômés en 2025 dont le travail de thèse est jugé d'une qualité exceptionnelle : 7 pour récompenser l'excellence académique, 3 pour promouvoir l'interdisciplinarité, 2 pour soutenir l'innovation tant technologique que sociale et 1 pour encourager la transformation écologique.

Toutes les félicitations du CRJ à Julie et à Jean-Benoît !